

CHAP 2 – COMMENT FONCTIONNE UNE ECONOMIE NATIONALE ?

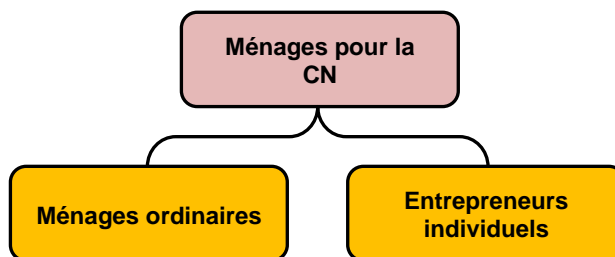
Introduction : La comptabilité nationale: une représentation de l'économie nationale

- Si le **niveau microéconomique** s'intéresse aux comportements des individus et des unités de production dans le cadre du marché, la **macroéconomie** raisonne en termes de grandeurs globales, les «**agrégats**» de la comptabilité nationale (PIB, Consommation...) pour décrire les activités économiques des agents dans le cadre d'une **économie nationale ou internationale**.
 - La macro-économie ne raisonne pas en termes de marché mais en termes de « circuit »**. Elle analyse la circulation des produits, de la monnaie et des revenus au sein d'une économie nationale ou avec le reste du monde.
 - Le macro-économique n'est pas le simple résultat d'une agrégation des comportements microéconomiques**. Une conduite rationnelle au niveau micro peut avoir des effets pervers au niveau macro. Ainsi, une baisse des salaires diminue les coûts pour l'entreprise, ce qui devrait lui permettre d'embaucher. Mais, si toutes les firmes font la même chose, la demande va s'effondrer au niveau national et le chômage augmenter.
- La comptabilité nationale** est un système normalisé de comptes qui permet de comprendre les activités des agents économiques au niveau macroéconomique. La comptabilité nationale est un construit parce qu'elle appréhende la réalité économique à partir de notions qui ont été élaborées par les comptables eux-mêmes. Elle repose sur la théorie keynésienne qui rompt avec l'analyse néo-classique en terme de marché et qui réhabilite l'intervention économique de l'Etat. Elle remplit trois fonctions :
 - Elle uniformise le langage économique** au niveau international (les « agrégats ») ;
 - Elle fournit des informations** sur la situation économique de chaque pays ce qui permet des comparaisons ;
 - Elle permet de faire des prévisions** en faisant tourner des modèles qui sont une représentation simplifiée des relations qu'entretiennent les agents au sein de l'économie nationale ou internationale.
- Les différents acteurs de la vie économique sont regroupés dans des ensembles considérés comme pertinents : les unités institutionnelles**. Elles constituent les unités de base de la comptabilité nationale : ce sont des unités susceptibles de posséder elles-mêmes des actifs, de souscrire des engagements, de s'engager dans des activités économiques et de réaliser des opérations avec d'autres unités. Les secteurs institutionnels regroupent les unités institutionnelles ayant des comportements économiques similaires caractérisés par leur fonction principale et la nature de leur activité.

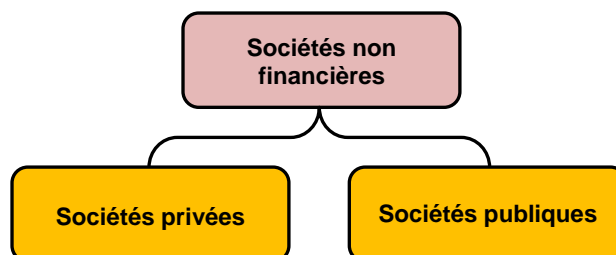
On distingue cinq secteurs institutionnels résidents et un secteur non résident :

Nom des secteurs institutionnels	Principale fonction des secteurs	Principales ressources des secteurs	Exemples concrets
1 – Les ménages	Toutes les personnes qui vivent et consomment sous un même toit y compris les entrepreneurs individuels	1 - Revenu disponible	1 - Une famille 2 - Des colocataires
2 – Les sociétés non financières	Entreprise ayant au moins 2 propriétaires qui produit des biens et des services non financiers marchands en vue de faire un profit	1 - Chiffre d'affaires 2 - Revenus de la propriété	1 - Société anonyme 2 - SARL
3 – Les sociétés financières	Sociétés produisant des services financiers de banque et d'assurance en vue de faire du profit	1 - Intérêts reçus 2 - Dépôts d'argent 3 - Cotisations reçues	1 - La BNP 2 - Banque de France 3 - AXA
4 – Les administrations publiques	Administration qui produisent des services collectifs non marchands et se livrent à des opérations de répartition	1 - Impôts 2 - Cotisation sociale	1 - Ministères 2 - Une mairie 3 - La Sécurité sociale
5 – Les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	Associations qui produisent des biens et services non marchands	1 - Dons 2 - Subventions	1 - La croix rouge 2 - Un syndicat
6 – Le reste du monde	Importations et exportations de biens et de services, opérations de répartition entre résidents et non-résidents	1 - Devises	1 - IBM Etats-Unis 2 - Renault Brésil

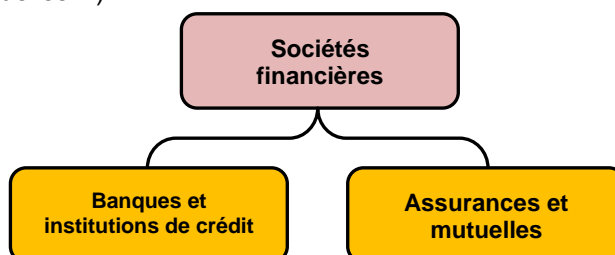
- ✓ **Les ménages** comprennent les « **ménages ordinaires** » (toutes les personnes vivant et consommant sous un même toit, un célibataire y compris) et les « **entrepreneurs individuels** » (indépendant qui est l'unique propriétaire de son entreprise). Les ménages ont pour fonction principale : la **consommation**.



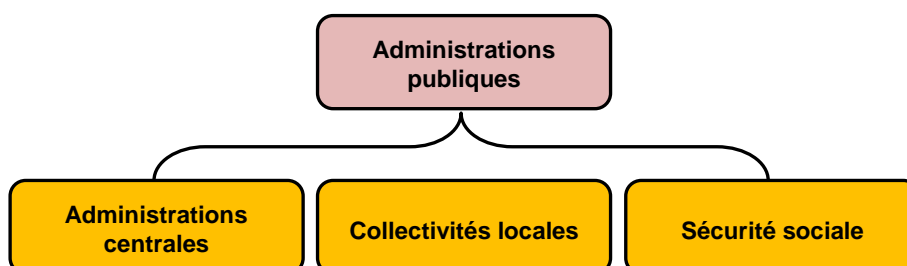
- ✓ **Les sociétés non-financières** comprennent toutes les entreprises privées et publiques qui ont un statut de **sociétés** (entreprise qui a au moins deux propriétaires : SARL, SA...). Leur fonction principale est la **production de biens et services marchands** en vue de faire un profit.



- ✓ **Les sociétés financières** comprennent toutes les sociétés qui **produisent des services financiers et des services d'assurance** pour les autres agents économiques (Banque, institutions de crédit, société d'assurance, mutuelles...).



- ✓ **Les administrations publiques** comprennent toutes les organismes publics qui **produisent des biens et services non marchands** et qui se livrent à des **opérations de redistribution de revenus**. Elles sont composées :
 - Des administrations centrales (ministères) ;
 - Des administrations locales (Région, Département, Mairie) ;
 - Des organismes de Sécurité sociale.



- ✓ **Les ISBLM** (Institutions sans but lucratif au service des ménages) sont associations qui **réalisent des biens et des services non marchands** en direction des ménages (associations caritatives, partis syndicats,...).
- ✓ **Le reste du monde** n'est pas un « secteur institutionnel » à proprement parler. Il comprend tous les « **non-résidents** », c'est-à-dire tous ceux qui n'ont pas leur résidence principale (au moins 1 an) sur le territoire national quelque soit leur nationalité. Un américain habitant Paris depuis 3 ans est un résident. Un français résidant à New-York depuis deux ans est un non résident.

21 – LES ACTIVITÉS MACRO-ÉCONOMIQUES DES AGENTS

A – L'ACTIVITE PRODUCTIVE DES AGENTS ECONOMIQUES

a) – La mesure de la production des agents économiques

1. **Les ressources** en comptabilité nationale représentent **tous les biens et services fournis aux agents économiques résidents ou non résidents dans l'année**. Elles peuvent provenir de la **production** (le PIB) des résidents et des **importations** de produits fabriqués par les non-résidents.
2. **Les agents économiques sont tous producteurs de biens et ou de services**. La production consiste à combiner du travail et du capital pour transformer des consommations intermédiaires en produits finis directement utilisables.



- ✓ **Le facteur travail** recouvre toutes les capacités physiques et intellectuelles utilisées par les individus impliqués par le processus de production. Il prend en compte le nombre de travailleur, la durée du travail et leur savoir faire mobilisés dans la production.
 - ✓ **Le capital fixe** désigne les biens d'équipement durables (dont la durée de vie est supérieure à 1 an) et les bâtiments qui sont utilisés dans différents cycles de production.
 - ✓ **Le capital circulant ou consommations intermédiaires** sont tous les biens et services transformés ou détruits dans le processus de production. Ainsi, pour élever du bétail, l'agriculteur doit acheter du foin mais aussi les services d'un vétérinaire qui sont des consommations intermédiaires indispensables pour obtenir du lait ou de la viande.
3. **La production est l'activité socialement organisée de fabrication** de biens et de mise à disposition d'autrui de services, sachant que ces biens et services contribuent à satisfaire des besoins individuels ou collectifs.
 - ✓ **Les biens** sont des objets **matériels et stockables**, pour lesquels il existe une demande, qui sont possédés initialement par leurs producteurs et qui peuvent être vendus à des clients par une transaction sur un marché.
 - ✓ **Les services** consistent en une **prestation immatérielle et non stockable** fournie au client. Le service rendu au client a lieu uniquement au moment de sa production, même si ce service permet l'obtention d'un bien matériel ou d'une connaissance utilisable ultérieurement (le service d'un commerçant qui met à votre disposition une marchandise, le service éducatif d'un enseignant..).
 4. **La production** mesurée par l'Insee est la somme de la **production marchande** et de la **production non marchande**.

$$\text{Production} = \text{Production marchande} + \text{Production non marchande}$$

- ✓ **La production marchande** désigne la production « écoulee ou destinée à être écoulee sur le marché ». Elle comprend notamment tous les biens et services vendus à des prix supérieurs à 50% des coûts de production (il existe donc des productions marchandes non rentables).
 - **La valeur de la production** d'une entreprise correspond donc au nombre de produits réalisés évalués à leur prix de vente hors taxe.

$$\text{Valeur de la production} = \text{Quantités produites} \times \text{Prix de vente unitaire (HT)}$$

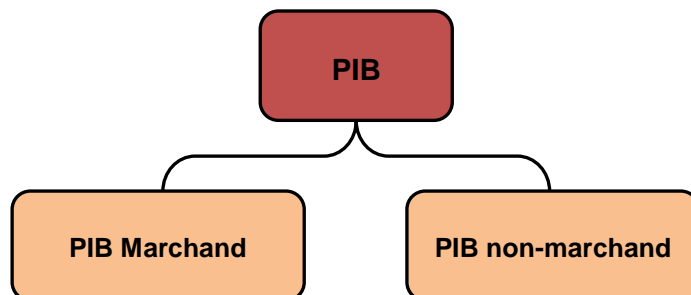
- **Le chiffre d'affaires** correspond à la **production vendue**, qui est différente de la production réalisée.

$$\text{Chiffre d'affaires} = \text{Quantités vendues} \times \text{Prix de vente unitaire (HT)}$$

- Si le chiffre d'affaires est inférieur à la production totale, l'entreprise a du stocker une partie de sa production ;
- Si le chiffre d'affaires est supérieur à la production totale, la firme a puisé dans ses stocks pour répondre à la demande.

Valeur de la production = CA +/- Stocks

- ✓ La **production non marchande** est évaluée **aux coûts de production** (salaires, coût du capital...) car elle n'a pas de prix de marché. Elle est fournie gratuitement ou à un prix inférieur à 50% du coût de production par les administrations publiques et les ISBLM (l'éclairage public, la libre ouverture des routes nationales, l'éducation nationale,...).



5. **Cependant, la valeur de la production ne mesure pas ce qu'a réellement créé le producteur** car une partie des biens et services intermédiaires n'ont pas été produits par lui mais achetés. Pour mesurer la richesse produite par chaque agent, on calcule la **valeur ajoutée** qui est la valeur que chaque agent ajoute à la valeur des consommations intermédiaires qu'il a achetées. Elle **mesure la richesse créée par chaque agent**.

Valeur ajoutée brute = Valeur de la production - Consommations intermédiaires

- ✓ La valeur ajoutée est **brute** parce que l'on n'a pas encore retiré les amortissements qui servent à maintenir constant le stock de capital fixe (équipements durables et bâtiments) ;

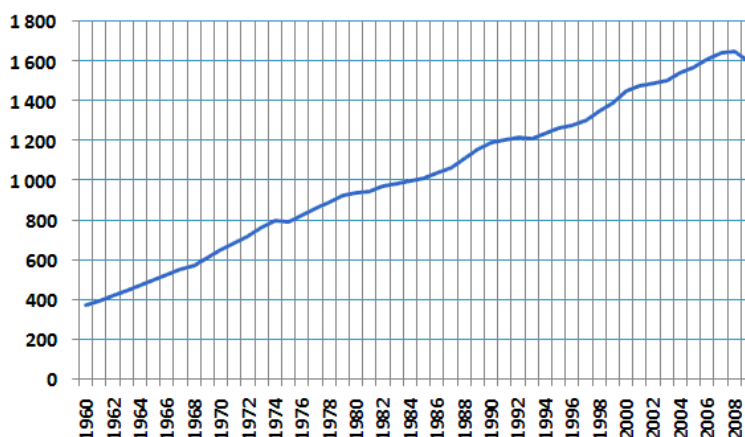
b) – De la valeur ajoutée au Produit intérieur brut (PIB)

1. **Le Produit intérieur brut** correspond donc à la richesse créée en une année par les agents économiques sur le territoire national. Il est égal à :

PIB = Somme des VA + Impôts sur les produits - subventions

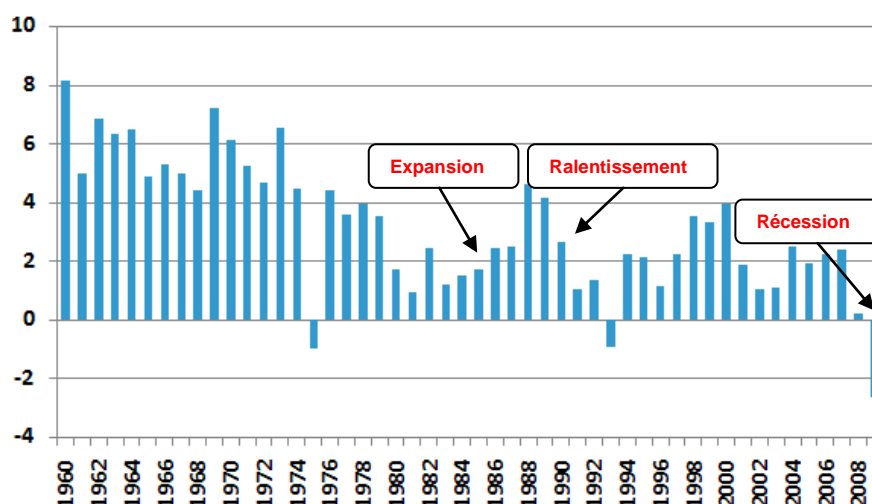
- ✓ **Le produit est « intérieur »** car il ne retient que la VA des unités résidentes quelque soit leur nationalité.
 - ✓ **On ajoute les impôts sur les produits** (TVA + TIPP + Droits de douane) parce qu'ils augmentent le prix du marché (TIPP = taxe intérieure sur les produits pétroliers).
 - ✓ **On retire les subventions** parce qu'elles permettent de diminuer le prix du marché.
2. **Le PIB est l'indicateur principal pour mesurer la croissance économique.** La **croissance** correspond à une **augmentation durable et à long terme du volume de la production.**

**PIB français en volume, milliards d'euros constants,
base 2000**



- ✓ **La croissance est un phénomène de long terme** (plus de 5 ans) alors que **l'expansion** correspond à une augmentation de la production à court ou moyen terme, qui s'inscrit dans un cycle. Le **trend de croissance** correspond à la pente ou à la tendance à long terme de la croissance. Ainsi, entre 1960 et 2009, la production de richesse a été multipliée par 4. Les agents économiques produisent quatre fois plus de biens et de services qu'en 1960 ce qui correspond à une croissance du PIB de 2,9% par an en moyenne. Cependant, ce rythme de croissance s'atténue au fil du temps : il était de 5,3% entre 1960 et 1974. Il est passé à 2,2% entre 1974 et 2000 et à 1,5% entre 2000 et 2009.
- ✓ **La croissance s'accompagne de cycles.** Un cycle en économie est un concept qui définit **les fluctuations de l'activité** économique en les décomposant en une succession de phases clairement identifiables qui se répètent dans le temps de manière ordonnée. On peut remarquer :

**Taux de croissance du PIB français en volume,
base 2000, en %**



- **L'expansion** : phase du cycle caractérisée par une **accélération du rythme de la croissance** ou une hausse du taux de croissance. La production augmente de plus en plus vite (exemple : + 2,1% en 1997, + 3,7% en 1998, + 4% en 2001 en France) et dépasse le sentier de croissance (trend).
 - **Le ralentissement** : La production continue d'augmenter mais de moins en moins vite. Elle décélère (exemple : + 2% en 2001, + 1,2% en 2002, + 1% en 2003 en France). Il y a une baisse de la croissance mais pas de la production.
 - **La récession** se définit par une contraction de la production d'un pays pendant au moins 2 trimestres consécutifs (exemple : en 1974, en 1993 et en 2009 en France). La **reprise** correspond à une nouvelle phase d'expansion.
3. **Le PIB est la principale « ressource » d'une économie nationale** car ce sont tous les biens et services finis produits sur le territoire qui sont à la disposition des agents économiques résidents ou non. **Au PIB, il faut ajouter les « importations »** pour avoir les ressources totales. Les importations sont tous les biens et les services achetés par les résidents à des non résidents.

$$\text{Ressources} = \text{PIB} + \text{Importations}$$

$$\text{Ressources} = \text{Production} + \text{Consommations intermédiaires} + \text{Importations}$$

c) – Le PIB mesure-t-il correctement l'enrichissement ?

1. Élaboré aux États-Unis pendant la « Grande Dépression », le Produit intérieur brut (PIB) est devenu un indicateur de référence pour évaluer et comparer les performances économiques des différents pays du monde, voire le bien-être de leurs citoyens. Pourtant, en 2008, le Président Nicolas Sarkozy a mis en place une commission présidée par le prix Nobel d'économie américain Joseph Stiglitz pour réfléchir sur la pertinence de cet indicateur et sur la nécessité d'en développer d'autres qui prennent mieux en compte les conditions réelles et la qualité de la vie des citoyens. **Le PIB mesure-t-il parfaitement la richesse créée dans un pays ? L'augmentation de la quantité de biens et de services correspond-t-elle à une amélioration du bien-être ?** L'utilisation du PIB pose, en effet, une série de problèmes :

2. **1^{er} problème** : le calcul du volume de la production prend mal en compte l'amélioration de la qualité des produits.
- ✓ La comparaison dans le temps des PIB suppose un système de prix commun, **les prix constants**. En effet, on ne peut pas additionner des quantités de voitures avec des heures d'enseignement ou avec services de télécommunications. On ne peut additionner que des **valeurs** c'est à dire des quantités multipliées par leur prix unitaire du moment, le **prix courant**.

Valeur de la production = Quantités produites x Prix courant unitaire

Cependant, d'une année sur l'autre, le prix courant d'un bien évolue. Il devient donc impossible de comparer des productions d'années différentes car les quantités n'ont pas été évaluées avec les mêmes prix. On est donc obligé de « déflater » la production en multipliant les quantités de chaque année par un **système de prix commun**, celui d'une année de référence. On obtient ainsi le **PIB réel** ou **en volume** ou **à prix constant** qui sert pour les calculs de la croissance.

Volume de la production = $\frac{\text{Valeur de la production} \times \text{Indice des prix de référence}}{\text{Indice des prix courants}}$

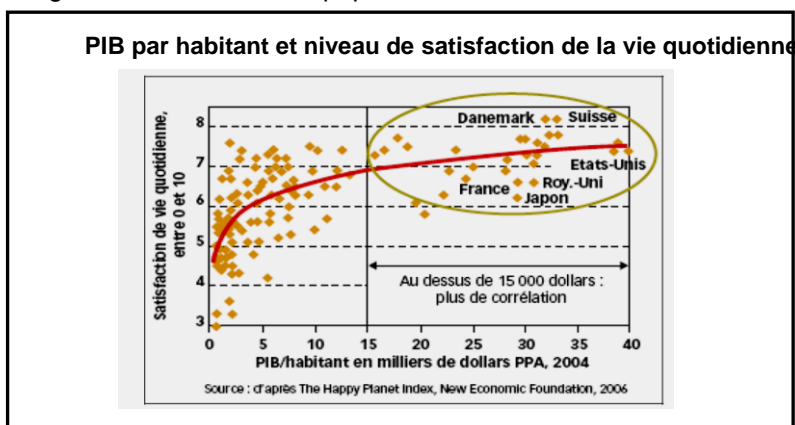
Séries non déflatées	Séries déflatées
En valeur	En volume
Nominale	Réelle
A prix courant	A prix constant
En euros courants	En euros constants

- ✓ Cependant, le calcul du volume de la production repose sur un **indice des prix** qui a du mal à évaluer l'amélioration de la qualité des produits. En effet, les statisticiens enlèvent une partie de la hausse des prix qu'ils constatent parce que cette hausse reflète une amélioration de la qualité du produit. Ils veulent raisonner à qualité constante. Ce faisant, ils peuvent **sous-évaluer la hausse des prix** et gonfler le PIB constant **ou l'inverse** ce qui va fausser les calculs de la croissance. Aux États-Unis, la Commission Boskin a ainsi conclu, en 1996, que l'inflation avait été surévaluée de 1,1 point de pourcentage, la croissance réelle étant, par conséquent, sous-évaluée dans la même proportion.
- ✓ Enfin, le calcul se complique avec les services commerciaux car le prix ne rend aucunement compte de la qualité du service rendu comme l'accessibilité du magasin ou le niveau des prestations fournies par le personnel, qui peut évoluer dans le temps ou différer d'un magasin à un autre.
3. **2^{ème} limite** : Le PIB prend mal en compte les activités de l'économie souterraine : l'économie souterraine ou économie informelle, regroupe toutes les activités productrices qui échappent aux regards de l'Etat et à la comptabilité nationale. Cette économie comprend :
- ✓ **Les activités productrices licites mais non déclarées** : fraude ou évasion fiscale d'entreprises déclarées, travail au noir...
 - ✓ **Les activités illicites** telles que le trafic de drogue, la prostitution...
- Les comptes nationaux essaient d'évaluer ces activités à partir d'enquêtes. Ainsi, la production de l'Italie fait l'objet d'un redressement égal à 17% de son PIB déclaré. Celle de la France de 4%. Mais, il restera toujours une partie de la production qui échappera aux statistiques particulièrement dans les pays en développement.
4. **3^{ème} limite** : le PIB sous-évalue les activités non marchandes : le PIB privilégie les activités marchandes même s'il prend en compte la production des services collectifs non marchands des administrations publiques et privées évalués à leurs coûts de production. En conséquence :
- ✓ Il sous-évalue l'**autoconsommation des ménages** (production des jardins, construction du logement, élaboration des vêtements...) qui représente souvent une grosse partie de la production dans les pays les moins avancés.
 - ✓ Il ne prend pas en compte la **production non marchande**, réalisée par la femme au foyer (travail domestique), le mari bricoleur, le bénévole ou l'entraide de voisinage, qui représente pourtant une fraction importante non négligeable de l'activité hors-marché. Or, ces activités sont génératrices de bien-être, soit à travers les biens et services qui sont ainsi autoconsommés, soit directement dans le cas du loisir. La commission estime la production domestique à 35 % du PIB dans le cas de la France, mais les comptes nationaux ne disposent pas toujours de données suffisamment précises pour tenir compte de cette production dans leurs agrégats. Des études plus précises sur le temps de travail domestique sont donc indispensables pour affiner l'évaluation de cette production.

- ✓ **Il sous-évalue les services non marchands produit par les administrations.** En effet, ces derniers sont évalués à leurs coûts de production puisqu'il n'ont pas de prix. Or, un certain nombre de ces services (santé, éducation...) peuvent être offerts par le marché. Un pays, qui privilégie les services publics, voit donc sa production être sous-évaluée (le prix du marché est toujours supérieur au coût) par rapport au pays qui privilégie les services du marché pour une même production.

La monétarisation de ces activités fait augmenter le PIB sans croissance véritable de la richesse produite. Ainsi, le fait de faire laver son linge dans un pressing au lieu de le laver soi-même augmente le PIB sans que la richesse créée ait véritablement augmenté. Inversement, comme le soulignait Alfred Sauvy, « épousez votre femme de ménage et vous ferez baisser le PIB » ; de même, alors que le temps consacré aux déplacements, notamment domicile-travail, est implicitement traité comme du loisir, les dépenses qu'ils engendrent augmentent le PIB : plus on consomme de carburants, plus il y a d'embouteillages, plus il y a aussi d'accidents automobiles et plus la croissance est forte.

6. **4^{ème} limite : le PIB ne nous dit rien sur sa répartition.** Bien que la plupart des commentateurs se concentrent sur l'évolution du PIB, c'est celle du **PIB par tête** qui importe pour comparer les niveaux de vie : cela permet de tenir compte des facteurs démographiques.
 - ✓ **Ainsi, si la croissance de la population est supérieure à la croissance de la production,** la croissance ne se traduira pas par une amélioration du niveau de vie des populations. Le PIB par tête diminuera en effet dans ce cas.
 - ✓ **De plus, cette moyenne est toujours susceptible de masquer de grandes disparités dans sa répartition :** son augmentation peut ainsi aller de pair avec une amplification des inégalités mettant en cause la cohésion sociale et génératrice de coûts sociaux liés à l'insécurité ou au stress. Si les richesses créées sont accaparées par une toute petite minorité de la population, on peut s'interroger sur l'utilité de la croissance.
7. **5^{ème} limite : la non-prise en compte des dégâts de la croissance :** le PIB ne permet pas de mesurer l'amélioration du bien-être de la population et les atteintes à l'environnement. On constate qu'à partir du seuil de 15 000 dollars par habitant, il n'y a plus de corrélation positive entre l'accroissement de la richesse distribuée et le degré de satisfaction des populations.



- ✓ **D'une part, parce qu'il additionne des productions qui ont une faible utilité sociale** (l'armement, les cigarettes, ...) avec des productions à forte utilité sociale (l'électricité, les médicaments...). Ces dépenses ne devraient pas être comptées comme dépenses de consommation génératrices de bien-être : il est plus légitime de les traiter comme investissements ou produits intermédiaires. Une des solutions proposées par le rapport Stiglitz pour gérer ce problème est de soustraire au moins les dépenses défensives incombant à l'État, telles que les dépenses consacrées aux prisons. Néanmoins, ceci ne résout pas le problème des dépenses défensives à la charge des ménages, telles que les frais de déplacement domicile-travail.
- ✓ **D'autre part, le PIB prend très mal en compte les services fournis par la nature.** Il comptabilise comme une production courante la valeur des ressources naturelles mises sur le marché mais oublie de mesurer les services gratuits offerts par la nature. Ainsi, les abeilles rendent un service gratuit en contribuant à la reproduction sexuée des plantes à fleurs. Cet apport aux principales cultures mondiales en 2005 peut être évalué à 153 milliards d'euros. Ce qui représente 9,5 % de la valeur de la production alimentaire mondiale. La disparition des abeilles pourraient avoir un effet dévastateur sur les cultures. Or, le PIB **néglige ces atteintes à l'environnement** parce qu'aucun agent n'en supporte les coûts (externalités négatives). Il faudrait donc enlever au PIB les dépréciations du capital économique.

$$\text{PIN} = \text{PIB} - \text{Dépréciation du capital fixe}$$

Il est même plus juste de raisonner en terme de Revenu disponible national net (RDNN) qui prend en compte les revenus versés à l'étranger et ceux versés par les non résidents. On s'aperçoit alors que le volume de la richesse disponible est de plus de 10 points inférieur au PIB.

- ✓ **En revanche, il comptabilise des productions qui sont destinées à combattre les dégâts**, les nuisances, les externalités négatives, provoqués par la croissance de la production (équipements antibruit, antipollution...). Ainsi, la pollution d'une rivière va nécessiter sa dépollution qui sera considérée comme une augmentation de richesse alors qu'elle ne fait que remettre en état ce qui a été détruit par la production. Certains économistes proposent de les soustraire du PIB pour mesurer la croissance du "Bien être national".
- 8. **Cependant, malgré toutes ces imperfections, le PIB ou le PNB demeurent le moyen le plus simple pour connaître la croissance économique d'un pays.** Il ne faut pas, en effet, confondre croissance et progrès économique. La première porte sur l'augmentation des richesses quel qu'en soit les usages, la répartition ou les dommages causés à l'environnement alors que le **progrès économique suppose une amélioration du bien-être des populations.**

